



Doc. 13725

11 mars 2015

Election de juges à la Cour européenne des droits de l'homme¹

Liste et curricula vitae des candidats présentés par le Gouvernement d'Irlande

Communication

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire

1. Conformément à l'article 22 de la Convention européenne des droits de l'homme.



Sommaire

Page

1. Liste et curricula vitae des candidats proposés par le Gouvernement de l'Irlande	3
Annexe 1 – Siobhán MULLALLY	4
Annexe 2 – Síofra O'LEARY	8
Annexe 3 – Gerard QUINN	13

1. Liste et curricula vitae des candidats proposés par le Gouvernement de l'Irlande

Lettre de M. Peter Gunning, Ambassadeur de l'Irlande auprès du Conseil de l'Europe, à M. Wojciech Sawicki, Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire, en date du 13 février 2015.

(...)

Je me permets de vous écrire au sujet de la question susmentionnée et en réponse à votre lettre du 30 juillet 2014, dans laquelle vous demandiez que soit communiquée une liste de trois candidats à la fonction de juge de la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'Irlande.

(...)

Sur la liste figurent les trois personnes suivantes : M^{me} Siobhán Mullally, M^{me} Síofra O'Leary et M. Gerard Quinn. Veuillez trouver ci-joint les curriculum vitae (en format Word) de ces personnes, établis selon le modèle adopté par l'Assemblée parlementaire.

(...)

Informations sur la procédure de sélection nationale au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme

A la suite de cette demande du Conseil de l'Europe du 30 juillet 2014, une annonce, rédigée en irlandais et en anglais, a été publiée dans les journaux nationaux, communiquée aux membres concernés de la communauté juridique et diffusée sur le site internet du ministère des Affaires étrangères et du Commerce et sur le site de l'organe central de recrutement pour la fonction publique (Public Appointments Service). La date limite de dépôt des candidatures était fixée au 16 octobre.

Vingt-neuf candidatures ont été reçues dans le délai imparti. Ces candidatures ont été examinées par un comité de sélection convoqué par le Procureur général pour donner des conseils sur la question de savoir quelles personnes seraient qualifiées pour exercer la fonction de juge de la Cour européenne des droits de l'homme. Ce comité de sélection se composait des personnalités suivantes : M. Liam O'Daly (directeur général du bureau du Procureur général), M. Donncha O'Connell (professeur de droit et directeur de l'institut d'études juridiques de l'université de Galway, membre à temps partiel de la commission sur la réforme législative) et M^{me} Catherine Mc Guinness (ancien juge à la Cour suprême).

Neuf candidats ont ainsi été présélectionnés; ils ont passé des entretiens avec le comité de sélection les 26 et 27 novembre. Le comité de sélection a alors choisi, parmi ces candidats, les trois personnes qu'il recommandait d'inscrire sur la liste des candidats à l'élection. Sa recommandation a été acceptée par le Gouvernement le 16 décembre.

Annexe 1 – Siobhán MULLALLY

CURRICULUM VITAE²

I. Etat civil

Nom, prénom : Mullally, Siobhán

Sexe : Féminin

Date et lieu de naissance : 6 décembre 1968, Londres, Royaume-Uni

Nationalité : Irlandaise

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

- 2003 : Doctorat : Institut universitaire européen, Florence (droit international des droits de l'homme)
- 1990 : Master : London School of Economics and Political Science (L.S.E.)
- 1991 : Certificat de la session annuelle d'enseignement du droit international des droits de l'homme, *Institut International des Droits de l'Homme* (Institut René Cassin), Strasbourg, France
- 1988 : Bachelor de droit civil : Université de Cork

III. Activités professionnelles pertinentes

- **2011 Professeur de droit (titulaire de chaire), Faculté de droit, Université de Cork, Irlande**
Précédemment maître-assistante (2004-2011) et assistante en droit (1995-2004)
- **2006-2008 et 2012-2015 Directrice du Centre pour la justice pénale et les droits de l'homme, Université de Cork**
- **2012-2016 Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye**
- **Depuis 2006 Corédactrice en chef, Annuaire irlandais de droit international** (Hart Publishing, Oxford)
- **Depuis 2009 Faculté partenaire : Faculté de droit, Université Emory, Etats-Unis (Initiative Vulnérabilité et condition humaine)**
- 2011-2012 Bourse de recherche Fernand Braudel, Département Droit, Institut universitaire européen, Florence
- 2009-2010 Bourse d'études et de recherche Fulbright en résidence, Faculté de droit, Université Columbia, New York, Etats-Unis
- 2004 Bourse Parsons, Faculté de droit de Sydney
- 2003 Bourse d'études Clark, Faculté de droit Cornell, Etats-Unis
- 1992-1993, 1994 Assistante invitée (Bourse du British Council) et directrice du programme de master (L.L.M.), Université de Peshawar, Pakistan
- 1990-1995 Assistante, Département Droit, Université de Hull, Royaume-Uni

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- **2013-2018 Commissaire, Commission irlandaise des droits de l'homme (et Commissaire en titre, de la Commission irlandaise des droits de l'homme et de l'égalité) (NHRI)**
- **2013-2018 Membre du Comité mixte de la Commission irlandaise des droits de l'homme et de la Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord**
- **2013-2017 Membre du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains**

2. Les postes ou missions en gras sont ceux occupés à l'heure actuelle.

- **2013-2018 Membre du Conseil du Bureau pour l'égalité (NEB – National Equality Board)**
- **Depuis 2010 Représentante irlandaise, *Odysseus Network of Experts on European Asylum and Immigration Law* (Réseau Odyssee d'experts sur la législation européenne en matière d'asile et d'immigration)**
- 2012-2014 Experte nationale pour l'Irlande du Réseau d'experts de l'UE sur la libre circulation des travailleurs (2012-2014)
- 2010-2014 Membre de la *Commission permanente des droits de l'homme* du Forum des ONG du Ministère irlandais des Affaires étrangères et du commerce
- 2009 Association internationale des Barreaux (Institut droits de l'homme), mission d'expert au Pakistan *Indépendance et intégrité de la magistrature*
- 2010-2014 Membre du Conseil de direction, NASC, Centre irlandais de soutien aux immigrants
- 2006-2009 Présidente de l'Irish Refugee Council (Conseil irlandais des réfugiés)
- 2007 Conseillère juridique (PNUD), *Renforcer la capacité du médiateur national pour les droits de l'homme*, Kazakhstan
- 2004 Responsable de programme, droits de l'homme et égalité des sexes, PNUD, Timor-Oriental (6 mois)
- 2004 Conseillère juridique – convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), Rapports et mise en œuvre de la convention de droits de l'homme : UNIFEM / Bureau du Premier ministre pour la promotion de l'égalité (Timor-Oriental) (3 mois)
- 2004 Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (UNMISET, Unité Droits de l'homme : consultante / conseillère juridique, Les approches du développement fondées sur les droits de l'homme (Timor-Oriental) (3 mois)
- 2001-2003 Directrice de la Clinique juridique et membre du Conseil (2000-2002), NASC, Centre irlandais de soutien à l'immigration
- 1999 Bourse de recherche Droits de l'homme, Programme Droits de l'homme, Faculté de droit de Harvard (1999) (janvier-juillet)
- 1999 Consultante juridique, Groupe Crise internationale, Kosovo (aide humanitaire internationale / conseillère juridique dans le domaine des droits de l'homme, chargée plus particulièrement de la violence fondée sur le sexe et des droits des minorités (juillet-septembre)
- 1994 Consultante juridique : ministère des Femmes et du Développement, ministère de la Justice, Pakistan. *Législation relative à l'emploi des femmes au Pakistan*
- 1993 Commission des droits de l'homme, Pakistan, Chef d'équipe : enquête sur les droits politiques et les droits fondamentaux dans les régions septentrionales / au Cachemire.
- 1991-1992 / 1993-1994 Membre du Comité de gestion du Centre juridique de Humberside et chargée des dossiers afférents à la législation du travail

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

- **Commissaire, Commission irlandaise des droits de l'homme (2013-2018)**
- **Membre du Conseil du Bureau pour l'égalité (Equality Authority) (2013-2018)**
- **Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye (2012-2016)**

b. Mandats électifs

- **2013-2017 Conseil de l'Europe, Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA)**

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Néant.

VI. Autres activités

- 2011-2012 Consultante sur *L'accès à la justice et le développement des méthodes de formation juridique clinique* au Pakistan (Open Society Justice Foundation : Pakistan)
- 2007 (Aide irlandaise) : Evaluation à mi-parcours du programme du PNUD de Renforcement de la justice au Timor-Oriental (juillet-août 2007)
- 2000-2006 Expert évaluateur, Citoyens et gouvernance sous l'angle de l'égalité des sexes, FP6 UE
- 2006 Observateur international d'élections, Union européenne, Haïti
- 2002-2003 Consultante, ministère de la Justice, de l'Egalité et de la Réforme du droit, Irlande : *Législation de l'égalité dans l'emploi et motifs de discrimination interdits*
- 2001 Observateur international d'élections, Conseil de l'Europe, Kosovo
- 1999-2001 Consultante, ministère de la Justice, de l'Egalité et de la Réforme du droit, Irlande. *Stratégies de vérification de l'égalité pour l'élaboration de lois et politiques*

VII. Travaux et publications

Ouvrages et recueil d'articles édités

- *Gender, Culture and Human Rights : Reclaiming Universalism* (Hart Publishing : Oxford, 2006)
- *Care, Migration and Human Rights* (ed.) (Routledge Series in Human Rights) (in press : publication date, December 2014)
- Joint Editor-in-Chief *Irish Yearbook of International Law* (Hart Publishing : Oxford) (2007-2014) Vols 1-III (with Allain J), Vols IV-VIII) (with De Londras F)
- *A Long March to Justice : A Report on Judicial Independence and Integrity in Pakistan* (International Bar Association : London, 2009) 83pp (with Lau M, Mokhtar A, Tahmindjas P)
- *Employment Equality Law : Comparative Perspectives on the prohibited grounds of discrimination* (Dublin : Govt Publications Office, Sept. 2004) 173pp ISBN 0-7557-1904-2 (with Kilcommins S, McDonagh M, McLean E and Whelan D)

Articles parus dans des revues à comité de lecture

- 'Migrant Domestic Workers : exemptions, exclusions and rights' (2014) Vol 36 (2) *Human Rights Quarterly* (with C. Murphy)
- 'Separated Children in Ireland : Responding to 'Terrible Wrongs'', (2011) *International Journal of Refugee Law* Vol. 23, No. 4, pp. 632-655
- 'Civic Integration, Migrant Women and the Veil' *Modern Law Review*, January, 74(1) 2011 pp.34-54.
- 'Citizen Children, "Impossible Subjects" and Migrant Family Rights', *European Human Rights Law Review* (2011) January 43-53
- 'Domestic Violence Asylum Claims and Recent Developments in International Human Rights Law' 2011, *International and Comparative Law Quarterly* Vol 60 (2) 459-485

VIII. Langues

Anglais (langue maternelle), français (langue de travail), italien (conversation), irlandais (connaissance passive)

IX. Autres éléments pertinents

Membre d'associations professionnelles : Association de droit international (antenne irlandaise); American Society of International Law (Société américaine du droit international); European Society of International Law (Société européenne du droit international).

Communications présentées lors de récentes conférences (en qualité d'invitée)

- 'Positive Obligations in European Human Rights Law : Implications for Effective Investigations', *Garda Síochána Training College and Anti-Human Trafficking Unit conference*, Irlande (13-14 octobre)
- 'Human Trafficking and Continuums of Exploitation', *Irish Society of International Law, Annual Seán Lester Lecture*, Trinity College, Dublin (18 mai 2014)
- 'Litigating Article 4 ECHR's prohibitions on slavery, servitude and forced labour' *Human Rights, Gender and the Law*, Faculté de droit d'Albany, Etat de New York, (11-12 avril 2013)
- 'Civic Integration, Migration and the Politics of Gender' at *European Society of International Law*, Valence, Espagne, Conférence biennale (13-14 septembre 2012)
- 'Distributive justice, transformative remedies and Decent work for Migrant Domestic Workers', *Institut universitaire européen, Colloque de la Faculté*, (3 mai 2012)
- 'Gender Security, Justice in Crisis in Pakistan' at *Gendering the Post-conflict terrains*, Université du Minnesota (17-20 mai 2012)
- 'International law of Citizenship and the EU Citizen', Symposium *Citizenship in Question*, Boston College (18-20 avril 2012)
- 'Access to Justice and the Role of Clinical Legal Education in Human Rights practice' (18-19 décembre), *Open Society Justice Initiative / Pakistan Bar Council*, Lahore, 2011
- 'Religion Law and State' *Conference in honour of Dr Shrin Ebadi*, Dublin, septembre 2011
- 'Vulnerability and Migration' Université Emory, Faculté de droit / Smith College, Massachusset, Etats-Unis, (6-8 mai 2011)
- 'Integration Abroad, the *Chakroun* case, and developments before the ECJ', ULB, Brussels, Odysseus, Congress : *Integration : Which Way Forward* (27-28 octobre 2010)
- 'Gender, Integration and Belonging : complex questions in European Human Rights Law', *Colloque de la Faculté, Faculté de droit de Columbia*, New York (27 janvier 2010)
- 'The Use of Foreign Law in Refugee Status Determination Procedures : a European Judicial Dialogue', *Université de Westminster / Oxford*, janvier 2008, *Judicial Dialogues between EU Member States*
- 'Separated Children, Seeking Asylum', *Projet Enfants isolés demandeurs d'asile de la Faculté de droit de Harvard (Seeking Asylum Alone Project)*, Bruxelles (mars 2007)

Fonctions enseignantes et récompenses

- **Directrice du programme du Master en Droit international des droits de l'homme et politique publique, Université de Cork (depuis 2011) et organisatrice du module (clinique) Droit international des droits de l'homme dans la pratique**
- Matières enseignées : droit des droits de l'homme; droit des réfugiés; droit européen des migrations, droit pénal international; droit public international; droit des droits de l'homme dans la pratique (clinique de droit)
- 2004 Récipiendaire du Prix du Président pour les travaux de recherche menés sur les formes innovantes d'enseignement du droit international des droits de l'homme

X. Résidence à Strasbourg

Je confirme que si je suis élue juge à la Cour, je m'installerai de manière permanente à Strasbourg, France.

Annexe 2 – Síofra O’LEARY

CURRICULUM VITAE³

I. Etat civil

Nom : O’Leary, Síofra

Sexe : Féminin

Date et lieu de naissance : 20 septembre 1968, Dublin, Irlande

Nationalité : Irlandaise

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

Etudes universitaires supérieures

– 1989-1992 : Institut universitaire européen (EUI), Florence, Italie

Doctorat (PhD) sur *The Evolving Concept of Community Citizenship – From the Free Movement of Persons to Union Citizenship* (Evolution du concept de citoyenneté communautaire – de la libre circulation des personnes à la citoyenneté de l’Union). Le doctorat a été décerné avec mention (Jury : K. Lenaerts, D. O’Keeffe, J. Schwarz, F. Snyder et H.U.J. D’Oliveira), en octobre 1993. La thèse de doctorat a obtenu ultérieurement le prix *Salvador Madariaga* du Gouvernement espagnol en mai 1995, en tant que thèse remarquable sur le droit européen.

– 1991 : Académie de droit européen, EUI, Florence, Italie.

Etudes universitaires

– 1986-1989 : University College Dublin (UCD)

Bachelor en droit civil (BCL) avec félicitations.

Lauréate de prix de l’Université dans les domaines suivants: droit immobilier, droit constitutionnel, jurisprudence constitutionnelle.

Etudes secondaires

– 1980-1986 : Muckross Park College, Dublin 4

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

– **Depuis 2012 : Chef d’unité, Direction Recherche et Documentation, Cour de justice de l’Union européenne, Luxembourg**

Responsable d’une équipe de vingt juristes et assistants. L’unité apporte son concours à la Cour de justice dans l’exercice de ses fonctions judiciaires en analysant les affaires entrantes, en particulier les renvois préjudiciels, en analysant les arrêts et les décisions de la Cour elle-même et en présentant à la Cour des notes de recherche comparée et des mises à jour concernant les développements juridiques aux niveaux européen, national et international, en ce compris des examens périodiques de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme. L’unité est responsable, entre autres, des domaines ci-après du droit de l’Union européenne – marché intérieur, liberté, justice et sécurité, citoyenneté de l’Union, politique étrangère

3. Les postes ou missions en gras sont ceux occupés à l’heure actuelle.

et de sécurité commune (PESC), fiscalité, politique sociale et droits fondamentaux – et a lancé plusieurs projets concernant les droits fondamentaux, les mesures restrictives (gel d'avoirs) dans le contexte de la PESC, droit d'asile de l'UE et droit procédural de la Cour de justice.

- 2005-2012 : Référendaire et *Chef de cabinet* auprès de Monsieur le juge Aindrias Ó Caoimh, Cour de Justice de l'Union européenne, Luxembourg
- 2000-2004 : Référendaire et *Chef de cabinet* auprès de Madame la juge Fidelma Macken, Cour de Justice des communautés européennes, Luxembourg
- 1996-2000 : Référendaire auprès de feu Monsieur le juge G.F. Mancini, Cour de Justice des communautés européennes, Luxembourg

Dans les trois fonctions susmentionnées, j'ai travaillé en étroite association avec chacun des juges, lorsqu'ils étaient nommés juges rapporteurs dans une affaire donnée ou en leur capacité de juges ordinaires de la Cour, ce qui m'amenait à travailler fréquemment dans le contexte des formations en plénière ou en Grande Chambre de la Cour. Pour les affaires dans lesquelles les juges étaient désignés comme juges rapporteurs, j'étais chargée de préparer les divers éléments de l'affaire pour les Rapports pour l'Audience et pour les Rapports Préliminaires. Pour ces derniers, qui sont des documents confidentiels établis à l'issue de la procédure écrite à laquelle n'ont accès que les membres de la Cour, l'exercice comportait analyse et synthèse des questions soulevées par chaque nouvelle affaire, analyse des observations écrites soumises par l'avocat, analyse approfondie de la jurisprudence pertinente, détermination de l'éventuelle nécessité de développer la jurisprudence (et, s'il y a lieu, quand et comment), traitement de toutes les questions procédurales pertinentes, recommandations concernant le mode de traitement des affaires au sein de la Cour (formation appropriée, mesures d'instruction, etc.) et préparation de la phase orale de la procédure, notamment suggestion de questions pour l'avocat pour réponses par écrit ou oralement. Ces tâches judiciaires, effectuées en liaison et en étroite consultation avec chacun des membres, concernant le déroulement des affaires, couvraient toutes les phases ultérieures de la procédure devant la Cour et comprenaient la formulation de conseils aux Juges sur les Avis remis par les Avocats Généraux, la préparation des délibérations judiciaires et l'orientation de l'affaire selon la manière considérée comme étant appropriée par le Juge Rapporteur. En tant que *Chef de cabinet* de deux juges irlandais successivement membres de la Cour, j'étais chargée en outre de l'attribution des nouvelles affaires au sein des chambres, de l'établissement de contacts avec les juristes moins expérimentés pour les aider et superviser leur travaux, du traitement des questions procédurales, en particulier, lorsque les membres en question exerçaient les fonctions de Présidents de Chambre, et d'une manière générale, de la bonne organisation des chambres.

- 2004-2005 : Administratrice, Direction Recherche et Documentation de la Cour de justice des communautés européennes, Luxembourg

Responsable, entre autres, en tant qu'unique juriste irlandaise travaillant au sein de la direction, de l'analyse de toutes les affaires entrantes irlandaises dont était saisie la Cour de justice et de la préparation de contributions sur le droit irlandais pour les notes de recherche comparative demandées par les membres de la Cour pour les aider dans le traitement d'une affaire. Analyse, sur une base quotidienne, des décisions de la Cour dans les domaines du droit de l'UE mentionnés ci-dessus.

b. Activités juridiques non judiciaires

1. Activités universitaires

- **Depuis 2003 : Professeur invité, Collège d'Europe, Bruges**

Chargée de la supervision des thèses de masters et de l'enseignement de séminaires sur :

le droit social européen et les citoyens européens

les lois et politiques relatives à l'emploi et à la protection sociale dans l'Union européenne

- 2000-2004 : Chercheur invité, Faculté de droit, University College Dublin
- 1995-1996 : Directrice adjointe du Centre d'études juridiques européennes (CELS), Université de Cambridge
- 1995-1996 : Membre (Fellow) de l'Emmanuel College, Université de Cambridge
- 1994-1996 : Chercheur associé, Institut de recherche de politique publique, Londres (Institute for Public Policy Research)

- 1994-1995 : Chercheur invité, Département du droit international public, Université de Cadix, parrainé par le ministère espagnol de l'Education et des Sciences et la Commission européenne

Chargé de cours dans le cadre du premier programme de droit communautaire, Université de Cadix

Chargé de cours dans le cadre du programme de droit communautaire Jean Monnet, Université de Cadix

2. Responsable éditoriale juridique

- **Depuis 2012 : Membre du Conseil de rédaction, Common Market Law Review**

Les responsables de la *Common Market Law Review*, classée dans le top 10 des revues de droit international et européen, viennent de différents Etats membres de l'Union européenne et sont des spécialistes de différents domaines du droit européen; ils sont chargés de soumettre les articles présentés pour publication à un rigoureux examen par des pairs.

3. Autres stages juridiques

- 1992-1993 : Stage à la Commission des Communautés européennes, Direction générale des lois et politiques en matière de concurrence, Bruxelles.
- 1989 : Stagiaire chez Bischoff and Co. solicitors, Londres.
- 1988 : Assistante parajuridique au cabinet de Sharyn T. Sooho, avocate, Newton, Massachusetts, Etats-Unis.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- 1989-1992 : PhD, Chercheur, Institut universitaire européen

Doctorat sur la citoyenneté de l'Union – l'un des tout premiers dans ce domaine – avec un important volet droits fondamentaux. Le doctorat a conduit à des activités d'enseignement dans le domaine des droits fondamentaux, notamment à l'EUJ, au Collège d'Europe et à l'Institut des droits de l'homme de Turku, Finlande.

- 1996-2014 : Activités judiciaires (référendaire, *Chef de cabinet* et chef d'unité), Cour de Justice de l'Union européenne, Luxembourg

Dans le contexte des différentes fonctions judiciaires que j'ai exercées à la Cour de justice et décrites dans la section III ci-dessus, j'ai été chargée de la préparation et du suivi de nombreuses affaires concernant les droits fondamentaux au niveau de l'Union européenne avant et après l'adoption de la Charte des droits fondamentaux de l'UE et du suivi des développements pertinents au niveau de la Cour européenne des droits de l'homme (voir, par exemple, les affaires C-356/11 *O & S*, C-571/10 *Kamberaj*, C-391/09 *Runevič et Wardyn*, C-135/08 *Rottmann*, C-303/06 *Coleman*, C-413/99 *Baumbast* ou C-354/95 *National Farmers' Union*).

Je suis responsable aujourd'hui de la préparation et de l'organisation de notes de recherche comparative à la demande des Juges et des Avocats généraux de la Cour dont beaucoup couvrent la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, ainsi que de la publication (trois fois par an) d'un bulletin juridique appelé «Reflets», accessible via www.curia.europa.eu, qui porte sur les développements intervenant au niveau de la Cour européenne des droits de l'homme. En ma capacité actuelle de Chef de l'unité, je suis également responsable d'un projet d'un an qui conduira à la publication d'un recueil condensé de la jurisprudence de la Cour de justice dans le domaine des droits fondamentaux pour la période allant de la proclamation de la Charte en 2000 jusqu'à fin 2014 en passant par la reconnaissance de sa même valeur juridique à l'article 6 du TUE, à la suite du Traité de Lisbonne.

- 2003-2014 : Professeur invité, Collège d'Europe, Bruges

Responsable de deux séminaires et de plusieurs mémoires de master centrés sur les droits fondamentaux.

- 1992-2014 : Conférences universitaires et conférences destinées à des praticiens et à des agences gouvernementales sur les droits fondamentaux et la procédure et la pratique de la Cour européenne de justice

Voici quelques exemples d'interventions en qualité d'oratrice invitée :

- conférence annuelle du Centre irlandais pour les libertés civiles (Protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne : origines, évolutions et tendances) décembre 2014.
- conférence du Centre irlandais pour le droit européen sur la protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne, mai 2013.
- 10^e conférence annuelle sur les droits de l'homme de la Commission irlandaise des droits de l'homme et du Barreau de l'Irlande (Law Society of Ireland)
- promouvoir et protéger les droits de l'homme en Irlande : Le rôle de la Constitution irlandaise et le droit européen, octobre 2012.
- conférence du Centre irlandais pour le droit européen sur la citoyenneté de l'Union dans la pratique (Champ d'application, impact sur les droits à résidence, droits à la sécurité sociale et procédures d'immigration) novembre 2011.
- communications à Dublin et Luxembourg pour le Conseil consultatif du Bureau de l'Avocat général d'Irlande (procédure de la Cour de justice, renvois préjudiciels, poursuites pour violations).
- communication à la Faculté de droit, University College Cork, octobre 2008 (Pratique et procédure de la Cour de justice).
- communication à la Faculté de droit, Université d'Edimbourg, avril 2007 (Libre circulation des personnes dans le droit de l'UE et citoyenneté de l'Union).
- communications pour le médiateur suédois en matière d'emploi, mai 2004.
- intervention en tant que professeur invité, Académie du droit européen, EUI, 2003 (Charte des droits fondamentaux de l'UE).
- communication à la Faculté de droit, University College Dublin, avril 2000 (Discrimination indirecte, justification objective et jurisprudence de la Cour de justice en matière d'emploi).
- communications pour le Bureau Taiex de la Commission européenne et le ministère tchèque de la Justice, mars 1999 et 2000 (Libre circulation au sein de l'UE, droit de l'UE en matière de protection sociale et d'emploi).
- interventions au Centre britannique pour le droit européen et anglais, Université de Varsovie, janvier 1996 (libre circulation au sein du marché intérieur).
- interventions à l'Institut des droits de l'homme, Åbo Akademi University, Turku, Finlande, 1995 (Stage intensif sur les droits fondamentaux dans l'Union européenne).

V. Activités publiques

- Membre de la *Commission paritaire* de la Cour de Justice, nommée à la demande des autorités de la Cour. La commission est chargée de différentes questions ayant trait à l'application des dispositions du statut et des conditions d'emploi applicables aux fonctionnaires et agents de l'Union européenne. Dans ce contexte, la commission consulte et négocie avec les représentants du personnel sur différents dossiers et problèmes concernant le personnel de la Cour.
- Membre fondateur du Forum irlandais de droit européen.
- Membre du Centre irlandais pour le droit européen.

VI. Travaux et publications

Auteure de trois ouvrages, de deux ouvrages collectifs et de plus d'une quarantaine d'articles parus dans des revues juridiques reconnues aux plans national et international. J'ai également présenté des dossiers au Comité restreint de la Chambre des Lords sur les communautés européennes

Les articles dans les revues sont publiés après acceptation par un comité de lecture exigeant. Ceux publiés dans des recueils ou des ouvrages édités sont présentés sur invitation des éditeurs.

Un échantillon des publications est donné ci-après :

Ouvrages (dont je suis l'unique auteure)

- *Employment Law at the European Court of Justice. Judicial Structures, Policies and Processes, 2002, Hart Publishing, Oxford.*
- *The Evolving Concept of European Citizenship. From the Free Movement of Persons to Union Citizenship, 1996, Kluwer European Monographs Series.*

Articles

- "The Court of Justice as a Reluctant Constitutional Adjudicator : an examination of the abortion information case" (1992) 17 *European Law Review* 138-157.
- "Nationality and Community Citizenship – A Tale of Two Unhappy Bedfellows" (1992) 12 *Yearbook of European Law* 353-384.
- "The Relationship Between Community Citizenship and the Protection of Fundamental Rights in Community Law" (1995) 32 *Common Market Law Review* 519-554.
- "Accession by the European Communities to the European Convention on Human Rights : the Opinion of the Court of Justice" (1996) *European Human Rights Law Review* 362-377.
- "The New Frontiers of Sex Equality Law in the European Union" (1999) 24 *European Law Review* 331-353 (in conjunction with G.F. Mancini).
- "Solidarity and Citizenship Rights in the Charter of Fundamental Rights of the European Union" in De Búrca (ed.), *Collected Courses of the Academy of European Law*, 2003.
- "Revisiting *Defrenne*" in Poaires Maduro and Azoulai (eds.), *Past and Future of EU Law. The Classics of EU Law Revisited on the 50th Anniversary of the Rome Treaty*, Hart Publishing, 2009.
- "The Free Movement of Persons and Services – 10 years on" in P. Craig and G. de Búrca (eds.), *The Evolution of EU Law*, 2nd ed., Oxford University Press, 2010.
- "The past, present and future of the purely internal rule in EU law" (2010) *Irish Jurist* 13-46.
- "The Charter and the Future Contours of EU Social and Employment Law" in P. Cardonnel, A. Rosas and N. Wahl (eds.), *Constitutionalising the EU Judicial System. Essays in Honour of Pernilla Lindh*, Hart Publishing, 2012, pp.317-335.

VII. Langues

- Anglais – langue maternelle
- Irlandais – certificats avec mention : Irlandais niveau intermédiaire (A) et Irlandais niveau avancé (B)
- Français – courant (écrit, parlé et lu); principale langue de travail depuis plus de 17 ans
- Espagnol – courant (écrit, parlé et lu)
- Italien – excellent
- Allemand – débutant

VIII. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Conformément à l'article 5 de la Résolution CM/Res(2009)5 sur le statut et les conditions de service des juges de la Cour européenne des droits de l'homme, je confirme par la présente que je m'installerai à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

Je déclare également que toutes les informations fournies dans le présent curriculum vitae sont, à ma connaissance, complètes et exactes.

Annexe 3 – Gerard QUINN

CURRICULUM VITAE⁴

I. Etat civil

Nom : Gerard Quinn

Sexe : Masculin

Date et lieu de naissance : 25 août 1958, Galway, Irlande

Nationalité : Irlandaise

II. Etudes, diplômes et autres qualifications

1976-1979 : University College, Galway, Irlande, B.A. (Bachelor avec mention).

Sciences juridiques et politiques. Diplôme avec mention très bien (First class honours).

1979-1981 : University College, Galway, Irlande, L.L.B. (Master avec mention).

Diplôme avec mention très bien et major de la promotion.

1981-1983 : King's Inns, Dublin, Irlande, diplôme d'avocat plaçant (Barrister-at-Law).

Admis au Barreau irlandais, 1983.

1984-1985 : Faculté de droit de Harvard, Cambridge, Massachusetts, Etats-Unis, L.L.M. (Master en droit).

Obtention d'une bourse de l'Université Harvard pour un cursus de master en droit, diplômé en 1985. Domaine d'étude : droits de l'homme, droit international public, libertés civiles américaines, histoire et théorie du droit et droit comparé. Directeur d'études du L.L.M. : Professeur Alston. Titre du mémoire : «*Liberal Democracy and the European Convention in Human Rights : The Problem of Drittwirkung*» («*Démocratie libérale et Convention européenne des droits de l'homme : le problème de la Drittwirkung*»).

1985-1986 : Faculté de droit de Harvard, Cambridge, Massachusetts, Etats-Unis, S.J.D. (doctorat en sciences juridiques).

Thèse de doctorat sur l'utilité des droits de l'homme et la théorie constitutionnelle comparée. Titre : «*Constitutionalism, Nationalism and Divided Societies : The Case of Northern Ireland*» («*Constitutionnalisme, nationalisme et sociétés divisées : le cas de l'Irlande du Nord*») sous la direction du Professeur Frank Michelman.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Conseil de l'Europe, Comité européen des droits sociaux, CEDS (2001-2006) (organe de suivi conventionnel établi par la Charte sociale européenne). Le Comité siège en une capacité quasi judiciaire lorsqu'il examine les réclamations collectives. J'étais Rapporteur du CEDS sur l'égalité, la non-discrimination, les droits des personnes âgées et les droits des personnes handicapées. J'ai contribué au développement et à la transformation de la jurisprudence du CEDS en matière de non-discrimination et à sa mise en rapport avec celle découlant de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Professeur de droit à la Faculté de droit de l'Université nationale d'Irlande, Galway (ci-après NUI - National University of Ireland)

Directeur du Centre de recherches sur les lois et politiques relatives aux personnes handicapées de la NUI, Galway. Poste actuel.

4. Les postes ou missions en gras sont ceux occupés à l'heure actuelle.

Je dirige actuellement le Centre de recherches sur les lois et politiques relatives aux personnes handicapées de la Faculté de droit de la NUI (Galway) qui s'appuie sur divers instruments de droits de l'homme, dont la CEDH, pour présenter des modèles législatifs et autres de changement aux niveaux européen et interne. Il s'agit d'une entité de recherche de premier ordre qui a recueilli maints éloges en haut lieu et de très importants financements, par exemple, d'Atlantic Philanthropies, des Fondations de l'Open Society, du Programme Marie Curie et de diverses sources de financement européennes (par exemple, Direction générale Justice de l'UE). Nos activités de recherche visent à aider les responsables de l'élaboration de politiques à développer leurs options de réforme. Notre action éducative vise à doter les étudiants des compétences requises pour engager un dialogue constructif avec le gouvernement et la société civile et œuvrer au changement. Nos activités d'enseignement clinique visent à offrir aux étudiants des expériences d'apprentissage concret, ainsi qu'à les former à la rédaction de mémoires d'amicus curiae.

Le Centre est l'un des membres fondateurs du nouvel Institut de recherche de l'Université sur les parcours de vie et la société (Lifecourse & Society Research Institute) dont le but est de rassembler les travaux de recherche interdisciplinaire sur les personnes âgées, les enfants, les familles et les personnes handicapées pour développer une approche centrée sur les droits de l'homme en matière d'innovation politique et législative.

J'ai enseigné précédemment le droit à l'Université de Cork (University College Cork, au Trinity College Dublin (cours de master portant sur La santé mentale et le droit – Perspectives de droits de l'homme), à l'Université de San Diego (Universités d'été internationales sur les droits de l'homme). J'ai été instructeur de méthodologie juridique pour les étudiants de première année (1L) à la Faculté de droit de Harvard et j'ai fait fonction d'assistant de recherche auprès des Professeurs Daniel Lewis Sargentich (théorie juridique) et Philip Alston (droits de l'homme) à Harvard.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Toutes mes activités professionnelles sont juridiques par nature.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Mes activités dans le domaine des droits de l'homme sont présentées ci-après en quatre rubriques correspondant aux quatre contextes dans lesquels elles s'inscrivent, à savoir a) Irlande, b) Conseil de l'Europe, c) Union européenne et d) Nations-Unies.

a. Irlande

- Commission sur le statut des personnes handicapées (1993-1996), membre et auteur principal des propositions législatives de la commission.
- Commission sur la réforme du droit, directeur de recherche et auteur principal du rapport de 1998 sur le droit au respect de la vie privée et la surveillance (1997-1998).
- Conférence de La Haye sur le droit international privé (La Haye). J'ai été le premier délégué de la Commission sur la réforme du droit lors des négociations de la Convention 35 sur la «Protection internationale des adultes».
- Ministère des Affaires étrangères Rédacteur du rapport initial de l'Irlande au titre de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur les minorités nationales.
- Ministère des Affaires étrangères, Comité mixte sur les droits de l'homme. Membre (1997-2002).
- Commission irlandaise des droits de l'homme, (membre du lancement de la Commission en 2002 jusqu'en 2010). Spécialisé dans les questions d'égalité en général, les droits des personnes âgées et les droits des personnes handicapées.
- NUI (Galway). Conception et enseignement des cours suivants en première année : Droit constitutionnel, Jurisprudence, Problèmes dans l'Etat de droit. Conception et enseignement de cours de séminaires de troisième cycle : «Théories de l'activisme judiciaire», «Processus de réforme du droit», «Législation relative à l'autonomie et à la capacité juridique», «Droit régional des droits de l'homme et Handicap».

b. Conseil de l'Europe

- Direction des Affaires juridiques, *stagiaire* (1982). Contribution à la Recommandation (83) 2E et rédaction d'une note sur la convergence de compétence entre la CEE et le Conseil de l'Europe.
- Charte sociale européenne – membre élu en 2001, puis vice-président jusqu'à mon départ en 2007. Responsable de la jurisprudence en matière d'égalité, de non-discrimination, de droits des personnes âgées et des personnes handicapées.
- Haut-Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Aide à la rédaction de deux notes thématiques (sur la capacité juridique et le droit de vivre au sein de la collectivité).

c. Union européenne

- Commission européenne, *Agent auxiliaire* au sein de la Direction générale Emploi et Affaires sociales. Rédaction de la communication de la Commission Com (96) 4 sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées
- Commission européenne, directeur de recherche au sein du réseau d'experts pour l'égalité des personnes handicapées, puis codirecteur du réseau d'experts sur le droit de la non-discrimination (couvrant tous les motifs) (2001-2005).
- Commission européenne, directeur de recherche au Centre de la fondation européenne sur l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux personnes handicapées dans le droit de l'Union européenne (2010).
- Commission européenne, codirecteur de recherche dans l'établissement du Rapport initial de l'UE au Comité des Nations Unies des droits des personnes handicapées (2014).
- Projet DREAM Marie Curie (Droits des personnes handicapées pour l'extension des marchés accessibles) – direction d'un réseau européen de 14 chercheurs doctorants travaillant sur l'égalité des personnes handicapées.
- Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA, Vienne). Membre du Comité scientifique (depuis 2013). Chargé des questions de l'égalité en général, notamment antisémitisme, droits des personnes âgées et droits des personnes handicapées.

d. Nations Unies

- Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Genève (2002). Coauteur de l'importante étude menée pour le HCDH sur le système conventionnel des Nations Unies et son aptitude à répondre aux attentes des personnes handicapées. L'étude a permis de démarrer le processus de rédaction d'une nouvelle convention thématique et servi de base aux négociations.
- Haut-Commissariat aux droits de l'homme (Région européenne, Bruxelles) (2013). Auteur principal de l'étude critiquant le gaspillage des fonds structurels de l'UE et soulignant la nécessité d'une sensibilisation accrue au droit de vivre au sein de la collectivité. Contribution à la reformulation des nouvelles Règles (2013).
- Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées : chef de la délégation internationale des institutions nationales des droits de l'homme (National Human Rights Institutions-NHRI) lors des principales négociations.
- Comité ad hoc des Nations Unies sur les droits des personnes âgées (en cours) : Contribution active au débat sur la nécessité d'un traité et coauteur de la Déclaration de Chicago sur les droits des personnes âgées (2014).

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Par activités publiques sous cette rubrique, j'entends les activités générales venant s'ajouter aux activités spécifiques de droits de l'homme telles que mentionnées ci-dessus en IV. Je les divise en 1) appartenance à des comités consultatifs internationaux et 2) distinctions et prix.

1. Appartenance à des comités consultatifs internationaux :

- Fondation SOROS-Open Society, membre du Comité consultatif de l'Initiative droits de l'homme (depuis 2012).
- Coprésident du Comité consultatif de Human Rights Watch sur les droits des personnes handicapées, New York, 2013-2016.
- Fondation Open Society, membre du Comité consultatif sur les droits des personnes handicapées (2006-2012).
- Interights (2006-2013), membre du Comité consultatif (Londres). Contribution à la stratégie des actions en justice en matière d'égalité des personnes handicapées. Le Comité n'existe plus aujourd'hui.
- Coalition européenne pour la vie au sein de la collectivité – European Coalition for Community Living (ECCL). Membre du Comité consultatif (Londres).
- International Disability Rights Monitor, (IDRM-Washington DC). Membre du Comité consultatif.
- Disability Rights Promotion International, (DRPI-Toronto). Membre du Comité consultatif.

2. Distinctions :

- Nommé «Porte-drapeau de la recherche européenne» par le Gouvernement irlandais (ministère de l'Entreprise) 2012.
- Nommé par le Président de l'Irlande au Conseil d'Etat (délivrant des avis constitutionnels au Président) (depuis 2012).
- Récipiendaire du President's Award of Global Recognition (Prix du Président de reconnaissance internationale) de Rehabilitation International (RI), Ville de Québec, 2008, pour le travail accompli en qualité de négociateur sur la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.
- Bénéficiaire de deux bourses de l'Université Harvard pour des études en vue de l'obtention du L.L.M. (master) et du S.J.D. (doctorat).
- Chercheur invité à la Faculté de droit de Harvard en 2005-2006.
- Prochainement – Remise d'un Prix mondial du Conseil international des Etats-Unis sur les personnes handicapées (US International Council on Disability, USICD – Washington DC), décembre 2014.

b. Mandats électifs

Elu par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pour siéger au Comité européen des droits sociaux (2001-2006).

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Néant. Je n'ai jamais été membre d'un parti ou groupement politique.

VI. Autres activités

Sont mentionnés ci-après a) les rapports produits sous ma direction à la Commission de réforme du droit (ci-après LRC) en vue d'aider le gouvernement avec des options générales de réforme concernant une série de problèmes politiques et b) un échantillon des recherches dûment financées que j'ai apportées à l'Université dans le but de produire des travaux conduisant à des répercussions positives en termes de droits de l'homme sur la législation et les politiques gouvernementales et européennes relatives aux personnes handicapées.

a. Commission de réforme du droit, LRC, Dublin

Directeur des recherches juridiques (1997-1998 inclus). Travaux produits :

- Rapport LRC sur la mise en œuvre de la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (1997),
- Rapport LRC sur la Convention d'Unidroit sur les biens culturels volés ou illicitement exportés (1997),

- Document consultatif LRC sur les dommages-intérêts aggravés, exemplaires et de restitution (1998),
- Rapport LRC sur le droit au respect de la vie privée, la surveillance et l'interception des communications (1998),
- Rapport LRC sur le droit foncier et la procédure translatrice de propriété : nouvelles propositions générales, y compris la validation des actes (1998),
- Document consultatif LRC sur la déductibilité des bénéficiaires collatéraux de l'octroi de dommages intérêts : section 2 de la loi (d'amendement) relative à la responsabilité civile (1964), 1999.

b. Recherches financées à la NUI pour transformer les normes de droits de l'homme en lignes de réforme praticables

Financement initial

- Atlantic Philanthropies

Octroi d'une prime d'investissement de près de 3 millions d'euros en 2007 en reconnaissance des travaux réalisés et pour me permettre de lancer un Centre de recherches sur les lois et politiques relatives aux personnes handicapées (CDLP) au sein de la NUI (Galway). Des primes d'un tel montant ne peuvent pas être sollicitées; elles sont octroyées sur la base d'un solide dossier. La mission du centre est de produire des facteurs de changement dans le domaine des lois et politiques relatives aux personnes handicapées.

- Atlantic Philanthropies

Renouvellement du financement de la recherche qui m'avait permis de lancer le Centre sur les lois et politiques relatives aux personnes handicapées, – une composante majeure de l'Institut de recherche sur les politiques relatives au parcours de vie (Lifecourse Policy Research Institute) des personnes âgées, des enfants et des familles, sur le campus (2008-2011).

Financement de projets

- Cadre 7 de l'UE, bourse dans le cadre du Réseau de formation initiale Marie Curie : DREAM – Disability Rights Expanding Accessible Markets (2011-2014 : n° 265057) (Droits des personnes handicapées pour l'extension des marchés accessibles). Ce projet qui relie cinq établissements universitaires européens est mené sous la direction du CDLP à Galway. Le but est d'offrir à 14 chercheurs en début de carrière une formation sur la convention des Nations Unies et la législation de l'Union européenne pour leur permettre de devenir des moteurs de politiques en faveur des personnes handicapées au niveau européen.
- Nations Unies, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Région européenne : (2011-2012). Réalisation à la demande du HCDH d'une étude juridique sur la renégociation des fonds structurels de l'Union européenne sous l'angle des personnes handicapées.
- Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA). «Les droits fondamentaux des personnes présentant des déficiences intellectuelles et des problèmes de santé mentale». Demande : D/SE/10/02. (2011-2012). Le CDLP fait partie d'un groupement géré par European Human Consultancy. Il a produit un important rapport portant, entre autres, sur les lois relatives à la capacité juridique en Europe (à publier par la FRA en juin 2012). Il s'agit en l'occurrence de la première demande de la FRA dans ce domaine. Le Professeur Gerard Quinn siège à son Comité scientifique.
- Commission européenne, Direction générale Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances (2009-2010). VC/2008/1214. Production de travaux pour une vaste étude (gérée par le Centre de la fondation européenne) établissant un lien entre la convention des Nations-Unies relative aux personnes handicapées et les lois et politiques de l'UE dans ce domaine. Publiée en janvier 2011.
- Commission européenne, Direction générale Société de l'information (2008-2009). Le Centre sur les législations et politiques relatives aux personnes handicapées fait partie d'un groupement qui lui a valu l'attribution d'un contrat de recherche de la Direction générale Société de l'information. Ce projet qui visait à exposer des options législatives et réglementaires pour la Commission européenne dans le domaine de l'e-accessibilité (rendre l'Internet accessible aux personnes malvoyantes et âgées) a abouti à deux importantes publications.

- Programme du Gouvernement irlandais pour la recherche au sein d'établissements de troisième cycle (PRTL) (2009-2012). Financement à 100% pour trois doctorats sur la législation relative aux personnes handicapées sur quatre ans.
- Commission européenne, Direction générale Emploi et Affaires sociales (2002-2004). Réseau européen d'experts juridiques en matière de non-discrimination des personnes handicapées. Hébergement et gestion du réseau par le Professeur Quinn.
- Commission européenne, Direction générale Emploi et Affaires sociales (2005-2006). Université d'été internationale sur la législation européenne relative aux personnes handicapées. Financement de l'exercice sur deux ans (participation de 14 nationalités).

VII. Travaux et publications

Sont présentés ici : a) des statistiques totales sur les publications b) un échantillon représentatif des principales publications à fort impact.

a. Statistiques totales :

- Ouvrages internationaux : 8
- Chapitres dans des ouvrages internationaux : 29
- Etudes internationales importantes : 3
- Articles dans des revues à comité de lecture international : 24
- Articles importants diffusés au plan international, dont

Communications : 51

Articles diffusés en Irlande : 38

b. Sélection de publications (10 au maximum) :

[Il ne s'agit ici que d'un échantillon représentatif. La liste complète des publications peut être obtenue sur demande].

- Quinn, G., 'Human Rights : The European Union and the Council of Europe : Twins Separated at Birth?', 46 McGill Law Journal, 849-874, (August, 2001).
- Quinn, G., 'Judicial Activism under the Irish Constitution : From Natural Law to Popular Sovereignty' (49 pages) translated into Spanish for publication in Revista Vasca de Administration Publica (2000).
- Quinn, G., 'Dangerous Constitutional Moments : The Tactic of Legality in Nazi Germany and the Irish Free State Compared', in Morrison, J. (Ed), 'Judges, Transition and Human Rights.' (Oxford, 2007).
- Quinn, G., 'Civil Commitment and the Right to Treatment in the U.S. and Under the European Convention on Human Rights'. (Comparative U.S. & European Law), 5 Harvard Human Rights Journal (U.S., Spring 1992) 1. Lead article in issue.
- Quinn, G., 'The Right of Lawyers to Advertise in the Market for Legal Services : A Comparative American, European and Irish Perspective'. 20 Anglo-American Law Review 403 (1992). Lead article in issue.
- Quinn, G., & Alston, P., 'The Nature and Scope of State's Parties Obligations under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights'. 9 Human Rights Quarterly (U.S., May 1987) 156. Lead article in issue.
- Quinn, G., & Flynn, E., "Transatlantic Borrowings : The Past and Future of European Non-Discrimination Law and Policy on the Ground of Disability", symposium issue in American Journal of Comparative Law, Vol. 60, Issue 1, January 2012.
- Quinn, G., with Doyle, S. 'Getting a Life : Living Independently and being included in the Community : legal analysis of the current use and future potential of the EU Structural Funds', (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Europe Region, United Nations, 2012).
- Quinn, G., & Arnardottir O, 'The United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities : European and Scandinavian Perspectives,' Nijhof, Brill, (2009).

- Quinn, G., Degener, T., (Eds), 'Human Rights and Disability : The Current Use and Future Potential of United Nations Human Rights Instruments in the Context of Disability,' Office of the United Nations Commissioner for Human Rights, United Nations, Geneva, (2002). *Published in English, French, Spanish and Russian*

VIII. Langues

- Langue maternelle : Anglais
- Bonne maîtrise : Français, allemand
- Connaissance de base : Irlandais

IX. Langues

Je déclare posséder le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge.

X. Autres éléments pertinents

Je suis régulièrement invité à présenter des communications dans de nombreux pays sur des thèmes généraux se rapportant aux droits de l'homme, à l'égalité, à la non-discrimination, à l'intersectionnalité, aux droits des personnes handicapées et des personnes âgées.

Voici un échantillon représentatif.

- Quinn, G., '*Comparing European and US Equality Law – how Europe ratified the UN disability treaty*,' invité à un séminaire à huis clos au US State Department (Washington, DC). 14 juillet, 2014.
- Quinn, G., '*Personhood and the Law – new conceptions in international law on the right to legal capacity*,' American University, College of Law, Washington DC, 15 juillet 2014.
- Quinn, G., '*How to Frame Modern Legal Capacity Law*,' communication lors d'une rencontre politique Irlande/Inde sur les lois et politiques relatives aux personnes handicapées, Faculté de droit de Nalsar, Université d'Hyderabad, Inde. 18-19 janvier, 2014.
- Quinn, G., '*Moving from Guardianship to Assisted Decision Making – Learning from Article 8 of the ECHR*,' Bizchut & Ministère de la Justice, Jérusalem, Israël, 3 janvier, 2014.
- Quinn, G., '*Toward a new Model of Legal Capacity law*,' Conférence de la FRA et du gouvernement irlandais, Siège du gouvernement, Dublin, 9 octobre, 2013.
- Quinn, G., Exposé introductif : US International Council on Disability (USICD), '*Toward a New US/EU Dialogue on Human Rights & Disability*', 25 octobre 2012, Washington, D.C.
- Quinn, G., Exposé introductif, '*The Evolution of a Commonwealth Strategy on Disability – Reflections on Key Reform Challenges*,' Secrétariat du Commonwealth, Conférence sur les personnes handicapées, Londres, 10 janvier 2012.
- Quinn, G., Exposé introductif, Université de la Colombie britannique, Centre pour l'inclusion et la citoyenneté "*Personhood and the Law – philosophy, law and neuroscience*", 29 avril 2011, Vancouver, Canada.
- Quinn, G., Allocution devant le Parlement de Nouvelle-Zélande, '*The Importance of National Monitoring Mechanisms under the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities*'. (19 février 2009, Wellington, Nouvelle-Zélande).
- Quinn, G., Exposé introductif, Faculté de droit de Harvard Conférence sur la capacité juridique, '*Personhood, Cognitive Psychology and Neuroscience – Toward a new Model of Supported Decision-making for Persons with Disabilities*.' (Université Harvard, Cambridge MA, 20 février 2010).

XI. Installation de manière permanente à Strasbourg

Au cas où je serais élu juge à la Cour, je m'installerai de manière permanente à Strasbourg.